

## EDITORIAL

CRISE FINANCIÈRE

# La taxe qui ne change pas tout

Raymond Klein

**« Faire payer les banques » pour les coûts de la crise est une bonne chose. Mais cela ne suffira pas.**

Mardi prochain, la Chambre débattrait de la régulation des marchés financiers et de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières. Taxe sur les transactions financières !? Oui, il s'agit bien d'un prélèvement dans la lignée de la fameuse « taxe Tobin », imaginée il y a presque 40 ans par le lauréat Nobel éponyme... et décriée longtemps comme un fantasme gauchiste. Mais la grande crise financière est passée par là, et voici que pour de nombreux politiciens-ne-s du mainstream, même au Luxembourg, toucher aux banques n'est plus tabou. La proposition d'une taxe sur les banques est relativement concrète au niveau européen, et doit être soumise au G-20 par l'UE lors de sa réunion à Toronto, fin juin. Les adeptes d'une telle taxe, notamment les altermondialistes, peuvent-ils et elles crier victoire ?

Sur le plan symbolique, il s'agit certainement d'un grand changement par rapport à une situation dans laquelle la classe politique considérait les bourses de la planète comme une sorte d'Olympe qu'il ne convenait en aucun cas de contrarier, par peur d'en subir les foudres. Pour ce qui est du concret, notons que l'argent récolté par une telle taxe n'est nullement destiné à contribuer à la justice sociale ou à la justice Nord-Sud, mais doit alimenter un fonds de réserve en vue de la prochaine crise bancaire. En effet, l'idée de « faire payer les banques » est fortement liée à la per-

ception de leur responsabilité dans la crise actuelle, et de ce que les mesures de sauvetage ont dû être financées par l'argent des contribuables.

En attendant, les discussions s'annoncent complexes, car plusieurs types de taxes bancaires peuvent être envisagés, plus ou moins faciles à mettre en oeuvre, et ayant un effet différent sur la stabilité du système financier. Certains intervenants affirment même que tel type de taxe permettra d'empêcher la formation de bulles spéculatives.

Ce n'est là que poudre aux yeux. La prévention des crises à venir passe forcément par la reréglementation du système bancaire et la réorientation des systèmes économico-sociaux. Ainsi, l'usage d'outils financiers spéculatifs, comme les « credit default swaps », devrait être fortement encadré - comme l'Allemagne vient d'ailleurs de le faire. Plus généralement, les obligations de transparence et les contrôles des banques devraient être renforcés - la finance est devenue une chose trop sérieuse pour la laisser entre les mains des seuls financiers.

Quant à l'orientation économique, elle ne va pas dans le bon sens. L'idée que des programmes d'austérité permettraient de relancer nos économies en les rendant compétitives va faire long feu. S'il est sans doute exact que le volume global de richesses à distribuer dans les pays du Nord va diminuer, la conséquence devrait plutôt être une politique de redistribution plus juste, un peu à la manière du « new deal » des années 1930. Cela passera forcément par de nouveaux prélèvements fiscaux, bien au-delà des modestes taxes bancaires actuellement envisagées. Et aussi par un assèchement des « paradis » fiscaux et réglementaires, car ceux-ci rendraient inopérante l'augmentation des impôts sur les salaires et les revenus financiers. Il serait dommage que des mesures ponctuelles comme la taxe bancaire fassent oublier que ce sont là les véritables enjeux de la sortie de crise.

SOURCE: HTTP://LOCAL.ATTAC.ORG/RHONE



## NEWS

Biermann-Prozess: Zu welchem Nutzen? **S. 3**

Uni Luxemburg: Effizient, aber wenig konvivial **S. 4**

Klimapolitik: „Tapfere Verzweiflung“ **S. 5**

Amnesty International: Puissance contre justice **p. 5**

## REGARDS

Euthanasie: On ne badine pas avec la mort **p. 6**

Mobilität: Fahrradtour mit Rückenwind **S. 8**

Films: Uniques **p. 10**

Thailand: Bangkok räumt auf **S. 12**